



La France complice d'un crime de masse au Yémen

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 26 novembre 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Dans l'indifférence générale, le pays le plus pauvre du monde arabe subit l'horreur d'une agression étrangère meurtrière. Bombardée nuit et jour, la population est affamée par le blocus. Le Yémen compte 27 millions d'habitants. Selon l'ONU, 10 millions d'entre eux nécessitent une aide humanitaire d'urgence, 7 millions sont menacés par la famine et un million sont la proie d'une épidémie de choléra. La pénurie de carburant paralyse les transports, le fonctionnement des réseaux d'eau potable, d'électricité, d'assainissement.

L'aviation saoudienne n'épargne ni les écoles, ni les hôpitaux, ni les lieux de culte. Répandant la terreur, elle cherche à faire plier le peuple yéménite. Ce n'est pas une guerre contre des combattants, mais une entreprise de démoralisation de la population, de destruction totale, d'arasement des infrastructures. L'action combinée des frappes aériennes et du blocus (aérien et maritime) vise à mettre à genoux une population tout entière. Riyad prétend défendre le gouvernement légitime. Mais alors, pourquoi imposer le blocus à l'ensemble du pays ?



Depuis mars 2015, la coalition dirigée par les wahhabites massacre des civils en prétendant combattre une rébellion coupable de s'être alliée avec l'ex-président Ali Abdallah Saleh

contre son successeur pro-saoudien Abd Rabbo Mansour Hadi. Cette intervention a fait plus de 10 000 victimes, mais elle n'a pas fait bouger les lignes de force. L'offensive terrestre a échoué, la résistance yéménite est farouche, et un missile a frôlé la capitale saoudienne le 9 novembre. Des centaines de milliers d'enfants souffrent de malnutrition dans un pays dévasté par les bombes et affamé par le blocus, mais cette guerre est sans issue.



La propagande saoudienne la justifie, pourtant, en invoquant la légalité internationale. Le mouvement "Ansarullah" a investi la capitale du pays en septembre 2014 et poussé le président Mansour Hadi à la démission en janvier 2015. Ce succès inattendu a pris de court les Saoudiens et leurs parrains occidentaux. Décidés à intervenir, ils ont obtenu du conseil de sécurité de l'ONU le vote de la résolution 2216 du 14 avril 2015 condamnant la prise du pouvoir par les Houthis et réaffirmant la légitimité du président Hadi.

Cette décision onusienne a offert une couverture juridique autorisant Riyad à frapper le Yémen sans ménagement pour vaincre la rébellion. Perversion du droit international, c'est un chèque-en-blanc qui permet au pays arabe le plus riche d'écraser sous les bombes le pays arabe le plus pauvre. Tout se passe comme si l'agresseur bénéficiait d'une sorte de permis de tuer à grande échelle, avec la bénédiction de puissances occidentales qui lui fournissent des armes en quantité illimitée tandis que la rébellion houthie se voit frappée par l'embargo.

Les armes utilisées pour massacrer le peuple yéménite, la coalition ne les a pas trouvées au pied d'un sapin de Noël. Ce sont des armes occidentales. Les bombes larguées sur les enfants yéménites sont d'une précision remarquable. Félicitations ! Le système de guidage électronique est français. Grâce à leur rayon d'action, les F-35 saoudiens peuvent frapper où ils veulent. Encore bravo, les avions-ravitailleurs sont français. Le blocus maritime qui affame la population yéménite est d'une redoutable efficacité. Cocorico, la marine française y participe. L'histoire retiendra que Hollande et Macron ont fait crever les enfants yéménites.

Que vaut la vie de ces pauvres gosses, en regard de notre merveilleuse industrie de la mort ? La monarchie saoudienne est le premier client de la France. Elle lui a acheté 9 milliards d'armes entre 2010 et 2016, soit 15 à 20 % des exportations françaises. Sans états d'âme, la République arme le bras de l'assassin. Depuis deux ans, Riyad commet un crime de masse dont Paris est complice. En 2011, la France a détruit la Libye au nom des droits de l'homme. En 2017, elle participe à la destruction du Yémen au nom du chiffre d'affaires. La "patrie des droits de l'homme" n'est plus qu'un tas de fumier.

Curieusement, le chœur des pleureuses est aux abonnés absents. Il est vrai qu'on n'est pas en Syrie. Ni "Casques blancs" experts en maquillage, ni parlementaires écolos en vadrouille, ni droits-de-l'hommistes pour signer des pétitions. Le Yémen n'intéresse personne à Saint-

Germain-des-Prés. Il est sorti des écrans-radar de la bobosphère. Mais pourquoi tant d'indifférence de la part de bonnes âmes si promptes à s'affliger du malheur planétaire ? La propagande occidentale nous fournit immédiatement la réponse : c'est la complicité des Houthis avec Téhéran. Appartenant à la communauté chiite "zaydite", le mouvement "Ansarullah" servirait les ambitions de l'Iran.

Le voilà donc, son crime impardonnable, à ce Yémen rebelle. Il est du côté des forces du mal, il pactise avec les mollahs. Les Houthis et leurs alliés admirent le Hezbollah libanais, ils soutiennent la Syrie souveraine, ils croient encore au nationalisme arabe. C'est inadmissible. Pire encore, ces incorrigibles Yéménites, eux, n'ont jamais marchandé leur solidarité avec le peuple palestinien. Pour les impérialistes et leurs larbins, la rébellion victorieuse à Sanaa est une scandaleuse anomalie, une verrue à supprimer du paysage. C'est le Vénézuéla de la péninsule arabique. Ne cherchons pas plus loin les raisons du calvaire qu'on inflige à ce peuple courageux.

Bruno Guigue

Source de la photo de présentation : <https://french.almanar.com.lb/659063>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca